



RAPPORT D'ACTIVITÉS

18-19

IDDRI

RAPPORT D'ACTIVITÉS

18-19

4. ÉDITOS

4. Édito de Sébastien Treyer, directeur général de l'Iddri
5. Édito de Michel Eddi, président-directeur général du Cirad et président de l'Iddri

6. RÉALISATIONS CLÉS

7. Questions à Lola Vallejo, directrice du programme Climat
8. Scénario agro-écologique pour l'Europe
10. Contribution à la science pour le climat
12. Évaluation des politiques climatiques
14. Mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD)
16. Priorités des institutions européennes renouvelées
18. Protection des océans face aux activités extractives offshore

20. CHIFFRES CLÉS

22. PROGRAMMES ET INITIATIVES

23. Questions à Léna Spinazzé, directrice du développement et de la communication
24. Programme Biodiversité et écosystèmes
25. Programme Climat
26. Programme Gouvernance du développement durable
27. Programme Océan
28. Initiatives de l'Iddri

30. BUDGET - ORGANISATION - PARTENAIRES

31. Budget
32. Organes de gouvernance
34. Équipe
36. Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise
38. Partenaires financiers



L'agenda du développement durable devrait être la référence essentielle par rapport à laquelle définir les grands chantiers des institutions européennes renouvelées.



Sébastien Treyer est directeur général de l'Iddri depuis janvier 2019. Il était auparavant directeur des programmes de l'institut, qu'il avait rejoint en 2010, après avoir été chargé de la prospective au ministère français de l'Environnement. Il est également président du comité scientifique et technique du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et membre de la Lead Faculty du réseau Earth System Governance.

ÉDITO

Discuter des conditions d'un avenir durable, c'est rouvrir un véritable espace de choix politique

Sébastien Treyer, directeur général de l'Iddri

L'Union européenne est dans la tourmente, remise en cause de l'intérieur et fragilisée par les stratégies économiques et politiques des autres grandes puissances mondiales. L'agenda du développement durable devrait être la référence essentielle par rapport à laquelle définir les grands chantiers des institutions européennes renouvelées. Il est à la fois celui qui permettra de répondre aux attentes et besoins des citoyens des États membres, et de proposer un projet fort au monde, pour une mondialisation renouvelée. L'Iddri a préparé des éléments d'analyse et des propositions en ce sens, en coordination avec ses homologues dans des pays clés de l'Union. Ces travaux identifient les priorités pour mener à bien la modernisation des secteurs et fonctions clés de l'économie et faire du développement durable le nouveau projet pour la construction européenne, comme nous y invite le scénario le plus ambitieux du récent papier de réflexion de la Commission sur les Objectifs de développement durable (ODD).

Le défi de transformer nos sociétés pour protéger le climat et la biodiversité demande à la fois de transformer la structure de nos grands systèmes techniques, comme les infrastructures de l'énergie, mais aussi les usages que nous en faisons, ce qui suppose nécessairement des évolutions de nos modes de vie. Les mobilisations de la société sont fortes : en faveur d'une action climatique ambitieuse, ou pour souligner les difficultés à faire face aux injonctions liées à l'action climatique. Elles disent à la fois une claire conscience de l'urgence d'agir pour l'environnement et la vulnérabilité de certains face aux changements. Le risque serait que la transition écologique n'apparaisse que comme une contrainte supplémentaire, dictant les comportements et plaçant les moins dotés face à des injonctions contradictoires, impossibles à tenir.

Cette liberté de choix doit être construite, en anticipant les transformations nécessaires, plutôt qu'en laissant croire au mirage de la liberté de ne rien changer. Sans un tel débat, l'action internationale pour le climat, la biodiversité et l'océan, avec des échéances clés en 2019 et 2020, ne pourra pas s'appuyer sur suffisamment d'actions concrètes. Et ne pourra en retour pas servir à conforter ces actions et augmenter leur ambition à travers les opportunités de coopération et de régulation mondiale qu'elle peut faire émerger. Il est urgent de replacer l'espace de choix politique là où il se situe véritablement : quelles transformations de nos sociétés voulons-nous ?

ÉDITO

Être en appui aux décideurs européens pour la mise en œuvre mondiale de l'Agenda 2030

Michel Eddi, président-directeur général du Cirad et président de l'Iddri

L'Europe est sous le feu des projecteurs, car elle est en crise et en année électorale, mais aussi parce qu'elle est un des acteurs clés pour la réussite de l'agenda multilatéral du développement durable.

En effet, autant l'Union que ses États membres sont parmi les premiers investisseurs mondiaux pour ce qui concerne le soutien à la recherche et le financement du développement, mais sont aussi des acteurs moteurs de la négociation pour faire avancer la mise en œuvre des accords internationaux dans un cadre multilatéral. Tous ces investissements constituent une forme de bien public mondial, y compris par exemple la recherche pour relever les défis d'un développement durable du continent lui-même, en coordination de plus en plus forte et solidaire avec la recherche pour le développement au Sud.

Même si le papier de réflexion de la Commission Juncker semblait hésiter sur le degré de priorité politique à donner à l'Agenda 2030, celui-ci structure déjà aujourd'hui l'action de la plupart des acteurs européens de la recherche, du développement international et de l'action extérieure. Réussir la mise en œuvre mondiale de cet agenda suppose d'assembler à toutes ces ressources mobilisables de connaissances, d'innovations et d'appui à l'investissement une capacité indépendante d'analyse et d'impact sur les politiques publiques ambitieuses à conduire, qui doivent jouer un rôle central dans tous les pays.

Les travaux sur la construction des trajectoires de transformation à long terme des principales économies de la planète, au Nord comme au Sud, sont emblématiques du rôle clé que peuvent jouer en réseau des *think tanks* comme l'Iddri, au cœur des débats spécifiques de leur pays, en appui aux grands acteurs de la recherche, du financement du développement et de l'action diplomatique.

Ils jouent ainsi un rôle crucial pour l'avenir de l'Europe et au service de la réussite de l'Agenda 2030.

”

Réussir la mise en œuvre de l'Agenda 2030 suppose d'assembler à toutes les ressources mobilisables de connaissances, d'innovations et d'appui à l'investissement une capacité indépendante d'analyse et d'impact sur les politiques publiques ambitieuses à conduire.



Michel Eddi a été nommé président-directeur général du Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) en mars 2013. Il a auparavant occupé les postes de directeur adjoint de la recherche au ministère de la Recherche (2001-2005) et de directeur général délégué de l'Inra (2005-2013).

An aerial photograph of a lush green rice paddy field. The field is divided into numerous rectangular plots by narrow dirt paths and small canals. In the upper left quadrant, a small, simple hut with a corrugated metal roof is visible. Another similar hut is located in the lower left quadrant. The overall scene is a vibrant, organized agricultural landscape.

Réalisations clés

Questions à Lola Vallejo

Directrice du programme Climat

99

Pourquoi avez-vous rejoint l'Iddri ?

J'avais travaillé auparavant sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, je voulais avoir une compréhension plus large, plus transversale des enjeux du développement durable, nécessaire pour porter des politiques cohérentes dans le débat public : je n'ai pas été déçue ! Dans un *think tank*, on ne se limite pas à produire des rapports : il faut réfléchir au calendrier politique, à l'impact que l'on cherche à avoir pour informer les décisions, notamment politiques, à ce qui nous semble devoir être mis à l'agenda, avec une stratégie d'intervention.

Comment élaborez-vous vos interventions ?

Au-delà du travail de recherche, la planification est la matrice de notre travail, articulée grâce à une expertise des agendas internationaux et au dialogue permanent avec les acteurs du débat. On teste les idées auprès des différentes parties prenantes, on les implique. Par exemple, nos recommandations au sujet de l'évaluation de la politique climatique de la France se sont appuyées sur l'exemple du Royaume-Uni. Dialogue avec l'administration, relais auprès des ONG, communication à travers la presse : cette stratégie a porté ses fruits et contribué à la création du Haut Conseil pour le climat.

Quel bilan tirez-vous de votre première année à l'Iddri ?

Je suis ravie ! Et objectivement impressionnée par la portée de la parole de l'Iddri et par sa capacité à travailler de façon collaborative. C'est une institution relativement petite, qui touche à beaucoup de sujets et néanmoins parvient à être très crédible et audible. Sur le climat, nous travaillons à l'échelle internationale, européenne et nationale, nous n'avons pas vraiment d'angle mort.

Quel est votre programme des prochains mois ?

2019 est l'année où il faut clarifier et opérationnaliser l'ambition climatique : on va intervenir à l'échelle française et européenne en ce sens, en s'interrogeant sur les difficultés rencontrées jusqu'ici dans la mise en œuvre. Notamment, nous lançons une exploration pour comprendre la place de l'évolution de nos modes de vie dans les stratégies de transition.

Autre nouveauté : nous relançons le « club entreprises » pour répondre à un besoin de décryptage, par exemple pour partager la dynamique diplomatique des grandes négociations qui sont dans un moment charnière : structuration pour la négociation sur la biodiversité, mise en œuvre pour la négociation climatique.

Au-delà du travail de recherche, la planification est la matrice de notre travail, articulée grâce à une expertise des agendas internationaux et au dialogue permanent avec les acteurs du débat.



Avant de rejoindre l'Iddri, Lola Vallejo était responsable du Groupe d'experts sur le changement climatique de l'OCDE/AIE. Elle a également évalué la politique d'adaptation du Royaume-Uni dans le cadre du Committee on Climate Change. Auparavant, elle a coordonné des travaux de recherche sur les trajectoires de décarbonation à l'Imperial College de Londres et a travaillé comme consultante en stratégie environnementale à Paris.

Scénario agro-écologique pour l'Europe

L'Iddri développe un scénario 100 % agroécologique pour l'Europe



Conférence « Une Europe agroécologique est-elle possible ? »,
13 septembre 2018, AgroParisTech

L'Union européenne doit définir l'architecture de la prochaine politique agricole commune (PAC), qui devra être mise en œuvre à compter de 2021. Les propositions actuellement en discussion mettent l'accent sur une meilleure prise en charge des enjeux climatiques par le secteur agricole. Mais il est important de mieux prendre en compte aussi d'autres enjeux environnementaux et sociaux, parmi lesquels la protection de la biodiversité, la conservation des ressources naturelles et en particulier la vie des sols et leur fertilité, et l'accès à une alimentation saine pour tous les citoyens.

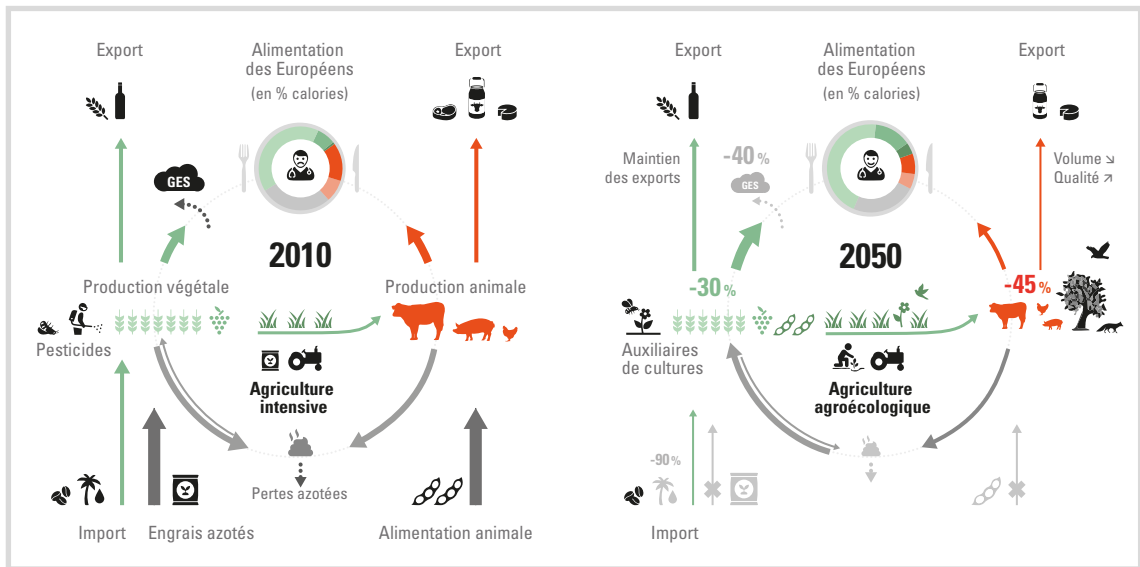
C'est pour y contribuer que, depuis 2016, l'Iddri développe avec le bureau d'études ASca un scénario agroécologique pour l'Europe. Intitulé « TYFA » (Ten Years For Agroecology in Europe), son objectif est de développer une vision du système alimentaire européen considérant avec le même degré d'exigence les questions de santé humaine et de sécurité alimentaire, de conservation de la biodiversité et des ressources naturelles, et de changement climatique. Les bases agronomiques de ce scénario, élaboré avec l'appui d'un panel d'experts de haut niveau, ont été présentées publiquement en septembre 2018 à AgroParisTech, en présence du PDG de l'Institut national de la recherche agronomique

(Inra), Philippe Mauguin, de l'ancien rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'Alimentation, Olivier de Schutter, et du député et ancien rapporteur du projet Écophyto, Dominique Pottier.

Dans la perspective évoquée ci-dessus, le scénario s'appuie sur une approche complète de l'agroécologie, du champ à l'assiette : abandon des pesticides et des fertilisants de synthèse, redéploiement des prairies naturelles et extension des infrastructures agroécologiques (haies, arbres, mares, habitats pierreux) et généralisation de régimes alimentaires plus sains, avec notamment moins de produits animaux et davantage de fruits et légumes. L'extensification de l'élevage herbivore joue par ailleurs un rôle clé dans le scénario. Le développement d'un modèle quantitatif du système alimentaire européen permet ainsi de montrer que, malgré une baisse induite de la production de 35 % par rapport à 2010 (en Kcal), le scénario TYFA :

- satisfait aux besoins alimentaires des Européens tout en conservant une capacité d'exportation de céréales, produits laitiers et vin ;
- conduit à une réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole de 40 % par rapport à 2010 (et jusqu'à - 47 % pour la variante dite « TYFA-GES » publiée en avril 2019) ;

TYFA : UN SCÉNARIO POUR UNE EUROPE AGROÉCOLOGIQUE EN 2050



○ permet de reconquérir la biodiversité et de conserver les ressources naturelles.

Au cours des semaines qui ont suivi sa sortie, le scénario a été mentionné dans de nombreux médias, en France et en Europe (Euractiv, The Guardian...) et présenté à plus de trente reprises dans différentes enceintes (dont à l'Assemblée nationale française, auprès de la DG AGRI de la Commission européenne et de représentants du secteur agricole), touchant de manière directe plus de mille personnes. La bonne réception du scénario illustre le fait qu'il manquait dans le débat national européen un scénario techniquement crédible de généralisation à l'échelle du continent de modèles jusqu'aujourd'hui considérés comme cantonnés à des niches. Face à cela, TYFA montre qu'il est agronomiquement possible de produire moins et mieux afin de faire face aux besoins alimentaires d'une population croissante comme aux enjeux environnementaux de plus en plus pressants.

En 2019 et 2020, l'Iddri approfondira le scénario TYFA en analysant en particulier ses implications socio-économiques et les convergences qui peuvent être trouvées avec les stratégies des producteurs et des coopératives. En partenariat avec d'autres *think tanks* européens, des acteurs de la société civile et du secteur privé, il s'agira également d'identifier les leviers d'une transition agroécologique

réussie, tant en matière de politiques publiques que de stratégies privées. Les ressorts d'une telle transition se révèlent plus larges qu'un seul changement de politique agricole, et doivent être pensés à l'échelle de tout le système alimentaire.



PUBLICATIONS

- 04/2019. Aubert, P-M., Schwoob, M-H., Poux, X. Agroécologie et neutralité carbone en Europe à l'horizon 2050 : quels enjeux ? Iddri, *Étude* n°02.
- 09/2018. Poux, X., Aubert, P-M. Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine. Iddri, *Étude* n°09.
- 09/2018. Poux, X., Aubert, P-M. Une Europe agroécologique : une option souhaitable et crédible face aux enjeux alimentaires et environnementaux. Iddri, *Décryptage* n°10.
- 09/2018. Aubert, P-M. Une Europe agroécologique en 2050 : un scénario crédible, un débat à approfondir. Iddri, billet de blog..



MÉDIAS



20/02/2019

European farms could grow green and still be able to feed population, The Guardian (Royaume-Uni)

Contribution à la science pour le climat

De l'Accord de Paris au rapport spécial du Giec : le rôle de l'Iddri à l'interface science-politique



48^e session du Giec, en Corée du Sud, octobre 2018.

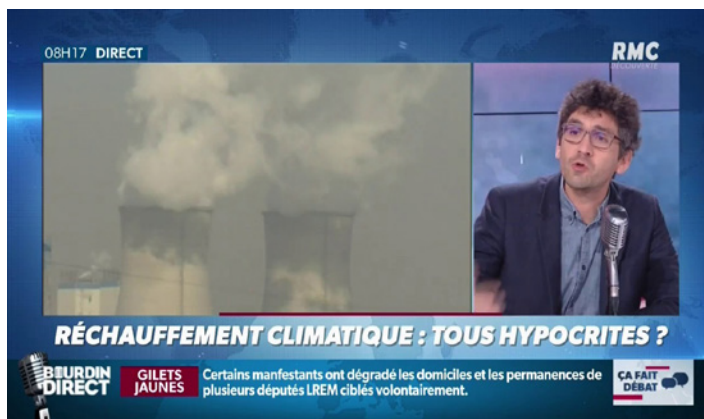
En tant que *think tank*, l'Iddri a joué un rôle significatif dans le chemin qui a mené à l'Accord de Paris, en proposant des analyses et en conviant à des dialogues informels sur les pans clés du futur accord, notamment sur la question de l'ambition de l'action climatique. Cette implication de l'Iddri s'est poursuivie par la production de décryptages sur le mécanisme d'ambition inclus dans l'accord, qui mêle révisions régulières des contributions nationales, stratégies de long terme pour informer la cohérence de ces contributions et réunions de bilan tous les cinq ans.

L'institut a également été moteur dans la production d'analyses scientifiques étayant ces éléments. En amont de la COP 21, le Deep Decarbonization Pathways Project (DDPP) a démontré qu'il était possible, dans seize pays parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre, de décarboner en profondeur le secteur énergétique, condition clé pour l'atteinte d'objectifs climatiques ambitieux, et que cette décarbonation pouvait être compatible avec les objectifs de développement tels que définis spécifiquement par chaque pays. Depuis la COP 21, l'Iddri a continué à renforcer ces analyses, en les étendant à d'autres contextes géographiques (des instituts de quarante pays constituent désormais le réseau) et en s'intéressant de près à d'autres secteurs clés (notamment le transport).

L'Accord de Paris affiche l'objectif de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation à 1,5 °C. Mais, au moment où cet accord a été signé, peu de connaissances solides étaient disponibles sur les spécificités d'un monde à +1.5°C, notamment par rapport à un monde à +2°C. Les pays ont donc demandé au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), l'instance internationale de référence de la recherche sur le climat, de produire un rapport spécial sur le réchauffement global de +1.5°C, qui synthétise la littérature scientifique sur ce sujet émergent à destination des décideurs.

Après deux ans de travail mobilisant une centaine d'auteurs autour de l'analyse de plus de 6 000 études scientifiques, ce rapport a été publié le 8 octobre 2018. Ses conclusions donnent des indications très claires pour la structuration des discussions sur le climat pour les prochaines années. Le rapport montre que :

- chaque augmentation minimale de température induit un accroissement sensible des impacts sur les écosystèmes et les populations ;



11/2018

Paris (France)

HENRI WAISMAN SUR RMC

« Le réchauffement climatique est un véhicule extrêmement puissant d'inégalités. »

- les engagements actuels sont largement insuffisants pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris ;
- l'atteinte de ces objectifs requiert des transformations immédiates et radicales dans tous les systèmes et secteurs ;
- ces transformations peuvent aller de pair avec les Objectifs de développement durable si les actions sont enclenchées immédiatement, de façon coopérative et si les actions sont décidées en tenant compte des synergies entre objectif climatique et objectifs de développement.

L'Iddri s'est impliqué directement dans la préparation du rapport du Giec, via l'engagement d'Henri Waisman comme auteur coordinateur du chapitre 5 sur le développement durable, l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités. À ce titre, l'Iddri a également participé à la large diffusion des messages issus du rapport via, notamment, une présence médiatique soutenue autour de la sortie du rapport et la participation à de nombreux événements de présentation des conclusions du rapport et de discussion avec différents acteurs. De plus, la réalisation d'une étude permettant de diffuser dans le débat public la notion de neutralité carbone a permis de sensibiliser une diversité d'acteurs à ce concept et à en discuter les implications pour l'action.



PUBLICATIONS

- **10/2018.** *Global warming of 1.5°C*, an IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5 °C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty.
- **09/2018.** Rankovic, A., Colombier, M., Rüdinger, A., Schwoob, M-H., Sartor O., Treyer S., Vallejo, L., Waisman, H. La neutralité carbone, défis d'une ambition planétaire. Clarifications conceptuelles, panorama des initiatives et recommandations nationales. Iddri, *Étude* n°10.
- **06/2018.** Waisman, H. « Plus on laisse le climat dériver, plus le monde sera injuste ». Tribune, ID4D.



MÉDIAS



30/09/2018

UN report confronts nations with tough choices on climate. *Daily Mail* (Royaume-Uni)

Évaluation des politiques climatiques

Création du Haut Conseil pour le climat : l'opportunité à saisir d'une expertise permanente et indépendante



Membres du Haut Conseil pour le climat, novembre 2018 (crédit photo : www.elysee.fr).

Lors du Débat national sur la transition énergétique et de la préparation de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte française (LTECV, 2015), l'Iddri avait plaidé en faveur de la mise en place d'un Comité d'expertise permanent et indépendant, capable d'alimenter le débat public en analyses et propositions dans la mise en œuvre des objectifs que la loi allait fixer.

Si la LTECV a bien installé un Comité d'experts pour la transition énergétique (CETE), il est vite apparu que le mandat restreint et les moyens limités de ce comité ne lui permettaient pas de jouer pleinement le rôle attendu d'une telle instance dans la gouvernance de la transition.

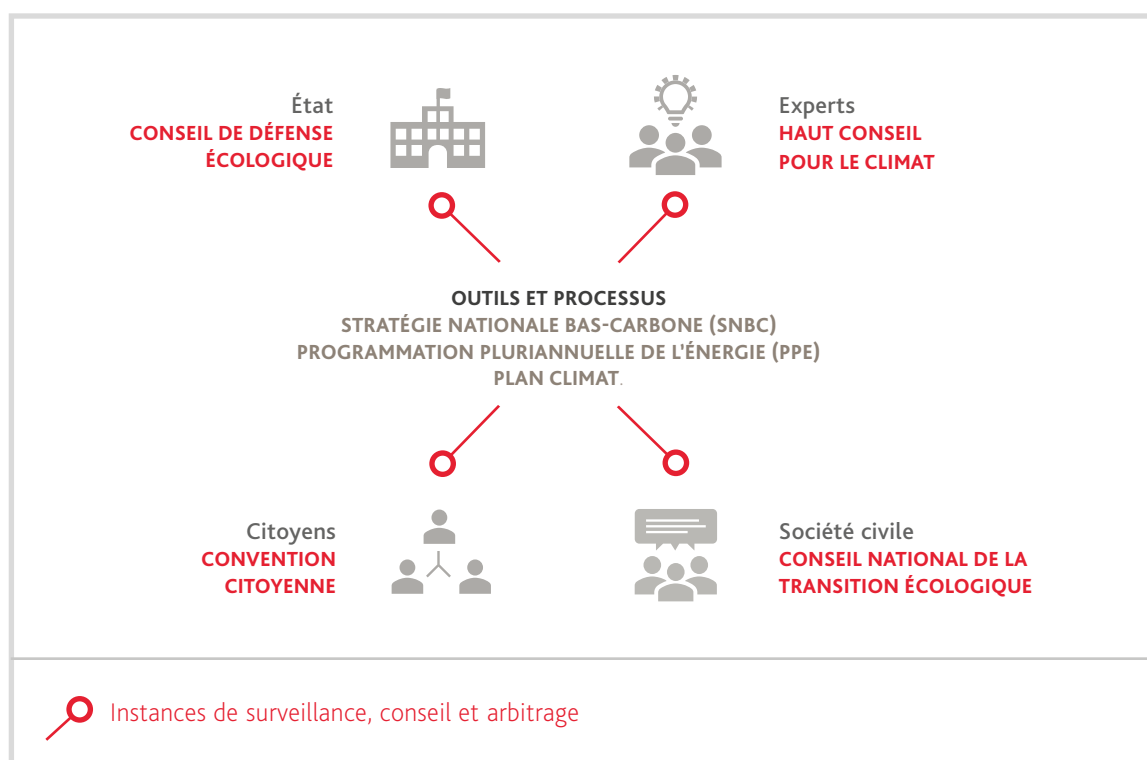
L'Iddri a alors engagé une réflexion selon trois axes complémentaires afin de :

- préciser la nature et les séquences d'évaluation, d'analyse et de prospective nécessaires pour tirer pleinement parti de la construction dynamique de la loi, qui s'appuie sur la révision périodique de documents programmatiques à moyen terme (stratégie nationale

bas-carbone [SNBC] et programmation pluriannuelle de l'énergie [PPE]) ;

- concevoir un tableau de bord de la transition, permettant à la fois d'organiser la discussion entre parties prenantes au niveau national et de faciliter la comparaison et l'échange avec nos voisins européens ;
- mieux comprendre la valeur ajoutée d'une instance d'expertise indépendante dans ce contexte et les conditions de sa réussite.

L'Iddri a ainsi étudié les pratiques des pays européens qui avaient mis en place de telles instances, et organisé des ateliers de travail réunissant ces comités et le CETE français en vue de constituer un réseau de partage d'expérience, mais également de mieux comprendre leurs méthodes de travail et d'interaction avec la puissance publique et les parties prenantes de leurs pays respectifs. Les publications issues de ces travaux ont permis, dès le printemps 2018, de relancer en France le débat sur une nécessaire réforme de l'expertise, en proposant de s'inspirer plus précisément des



conditions qui assurent au Climate Change Committee britannique son indépendance, sa capacité d'analyse autonome et sa force d'interpellation.

L'annonce, fin 2018, de la création du Haut Conseil pour le climat (HCC) revendique explicitement cette filiation, Michel Colombier, co-fondateur et directeur scientifique de l'Iddri, ancien président du CETE, est membre du HCC, présidé par Corinne Le Quééré.

Une étude de l'Iddri sur la mise en œuvre de la SNBC avait fait la preuve par l'exemple, dès septembre 2018, de la pertinence d'une telle approche d'évaluation des politiques publiques, et a depuis joué un rôle de référence concernant l'évaluation de l'action du gouvernement français.



PUBLICATIONS

- 11/2018. Spinazzé, L., Vallejo, L. Le Haut Conseil pour le climat est nécessaire mais n'est pas la réponse aux gilets jaunes. Iddri, billet de blog.
- 10/2018. Rüdinger, A. Vers un tableau de bord de la transition bas-carbone en France. Iddri, *Étude* n°11.
- 10/2018. Rüdinger, A., Aubert, P-M., Schwoob, M-H., Saujot M., Berghmans, N., Vallejo L. Évaluation de l'état d'avancement de la transition bas-carbone en France. Iddri, *Étude* n°12.
- 07/2018. Rüdinger, A., Vallejo, L. Le Comité pour le changement climatique au Royaume-Uni, quel retour d'expérience et quels enseignements pour la France ? Iddri, *Étude* n°6.



MÉDIAS



16/10/2018

La France creuse son retard sur ses objectifs climatiques.
Le Monde (France)

Mise en œuvre des ODD

L'Iddri, force de propositions dans l'élaboration de la feuille de route des ODD en France



Laura Brimont et Elisabeth Hege, chercheuses du programme Gouvernance, à la réunion du Groupe de travail sur la mise en œuvre des ODD, septembre 2018.

2018 a été une année importante pour la préparation de la mise en œuvre en France de l'Agenda 2030 pour le développement durable, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015 et qui a pour ambition de réconcilier objectifs sociaux et environnementaux. Après une première annonce en 2017, le gouvernement a en effet lancé l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) en France, élaborée à travers un processus multi-acteurs. Un comité de pilotage a été mis en place à cet effet en mai 2018, présidé par les secrétaires d'État Brune Poirson (Écologie) et Jean-Baptiste Lemoine (Affaires étrangères), dont l'Iddri est membre, aux côtés de représentants de l'ensemble des ministères et de la société civile.

L'institut a été très impliqué dans le processus d'élaboration de la feuille de route française. Il a co-piloté avec le ministère de la Transition écologique et solidaire un groupe de travail qui élabore des mesures de mise en œuvre et de suivi. Entre juin et décembre 2018, l'Iddri a ainsi animé six ateliers de travail pour discuter de leviers concrets ayant pour but d'accroître la cohérence des politiques et d'encourager la mobilisation

des ministères et des acteurs. À l'initiative de l'Iddri, ce groupe de travail a notamment exploré l'intérêt des ODD pour évaluer les projets de loi et rendre plus lisible le budget national et sa contribution au développement durable. L'institut a ainsi contribué à faire converger une diversité d'acteurs, dont des parlementaires, des représentants d'ONG, de l'administration, du monde de l'entreprise et de la recherche, autour de propositions de mesures concrètes.

L'Iddri a participé à la rédaction de la première version de la feuille de route. Le chapitre sur les leviers transversaux de mise en œuvre des ODD développe quelques pistes d'usages concrets dans le contexte français, qui ont retenu l'intérêt d'un nombre important d'acteurs. L'Iddri a aussi contribué activement aux propositions du chapitre concernant les acteurs de la recherche. La pertinence et les potentielles modalités de mise en œuvre doivent maintenant être évaluées et faire l'objet d'arbitrages politiques. L'Iddri a été invité à présenter ces mesures aux deux secrétaires d'État en janvier 2019. La feuille de route française finale est attendue pour le premier Sommet ODD sous les auspices de l'Assemblée générale des



02/2018

Paris

LANCEMENT

le gouvernement réaffirme son intention de disposer rapidement d'une feuille de route

06/2018

Paris

GROUPES DE TRAVAIL

avec six ateliers organisés jusqu'en décembre 2018

07/2018

New York

FORUM POLITIQUE

Forum politique de haut niveau (FPHN)

01/2019

Paris

FEUILLE DE ROUTE

présentation d'une première version de la feuille de route aux deux secrétaires d'État lors du deuxième comité de pilotage de haut niveau

Nations unies en septembre 2019, où un premier bilan quatre ans après l'adoption des ODD doit être fait par l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement.

L'IDDRI a également proposé des pistes de mise en œuvre concrètes des ODD par de nombreux autres canaux, *via* plusieurs publications et interventions en France, en Europe et à l'international (Sénat, Parlement européen, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Bureau de l'ONU pour le développement durable). L'institut a fait partie de la délégation française au Forum politique de haut niveau de juillet 2018 et a présenté son étude sur « l'intégration des ODD dans les processus budgétaires » lors d'un événement parallèle (*side event*) de haut niveau, organisé par l'OCDE.

Au niveau mondial comme à l'IDDRI, l'année 2019 sera l'occasion de dresser le bilan des quatre premières années de mise en œuvre des ODD.



PUBLICATIONS

- **01/2019.** Hege, E. Feuille de route sur la mise en œuvre des ODD par la France : point d'étape. Iddri, billet de blog.
- **07/2018.** Hege, E., Brimont, L. Intégration des ODD dans les processus budgétaires nationaux. Iddri, *Étude* n°05.
- **07/2018.** Hege, E. Forum politique de haut niveau 2018 : un bilan en demi-teinte. Iddri, billet de blog.
- **07/2018.** Hege, E., Brimont, L. Cohérence des ODD : pour un Forum politique de haut niveau à forte valeur ajoutée. Iddri, billet de blog.
- **02/2018.** Demailly, D., Hege, E. Mise en œuvre des ODD : la France accélère. Iddri, billet de blog.



INTERVENTION



07/2018

Événement parallèle au Forum politique de haut niveau avec Elisabeth Hege.

Priorités des institutions européennes renouvelées

Au sein des réseaux Think2030 et European Think Tanks Group (ETTG), l'Iddri fait des propositions pour une Europe plus durable



Conférence ETTG du 17 octobre 2018, avec, notamment, **Simon Maxwell** et **Sébastien Treyer**, autour de Bill Gates et Federica Mogherini

En préparation des élections européennes de 2019, l'Iddri a produit, avec deux coalitions de *think tanks* européens, spécialistes du débat politique à Bruxelles et dans plusieurs États membres, une liste de recommandations prioritaires pour les institutions européennes renouvelées en matière de développement durable. Elles concernent les prochains défis auxquels seront confrontées les politiques environnementales de l'Union et de ses États membres, l'alignement de politiques sectorielles clés comme l'agriculture ou l'énergie sur l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Accord de Paris, et l'action extérieure de l'Union, tant en matière diplomatique que de développement international et de sécurité.

En octobre 2018, deux événements de haut niveau organisés à Bruxelles ont permis de présenter ces recommandations aux députés européens, dont les travaux jusqu'aux élections de 2019 devaient structurer des réformes clés comme celle de la politique agricole commune. Ils ont témoigné de la capacité de l'Iddri et de ses partenaires à

sensibiliser les acteurs bruxellois au rôle central du développement durable pour l'avenir de l'Europe.

Initiée par l'Institut pour des politiques européennes d'environnement (IEEP), la coalition Think2030, rassemblant les principaux *think tanks* sur les politiques nationales et européennes de développement durable, a présenté ses recommandations au Parlement européen le 18 octobre. Les progrès accomplis par l'Europe en matière d'environnement et de développement durable butent sur la nécessité de changer profondément nos modèles de consommation, ce qui touche nécessairement au cœur d'une Europe construite comme un marché commun. L'Europe doit donc ajuster les fondamentaux mêmes de sa construction si elle veut atteindre les Objectifs de développement durable.

Dans le cadre du European Think Tanks Group (ETTG), l'Iddri a accueilli le 17 octobre au Parlement européen, à l'invitation de la Commission Développement



17/10/2018

Bruxelles (Belgique)
CONFÉRENCE ETTG

Innovier pour le développement : l'avenir de la coopération internationale de l'UE.
Débat public organisé par le European Think Tanks Group (ETTG) et la Commission européenne.



18/10/2018

Bruxelles (Belgique)
CONFÉRENCE THINK2030

Événement rassemblant les principaux *think tanks* sur les politiques nationales et européennes de développement durable.



04/05/2019

Paris (France)
COMMENT CONSTRUIRE UNE EUROPE PLUS DURABLE ?

Une conférence organisée par l'Iddri, le Centre d'études européennes et de politiques comparées de Sciences Po ainsi que l'IEEP, rassemblant des candidats aux élections européennes de 2019.

(représentée par Linda McAvan), Bill Gates et Federica Mogherini, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères. Cette conférence a permis de souligner le rôle clé du financement du développement pour le partenariat de l'Europe, premier bailleur mondial, avec les autres régions du monde et en particulier l'Afrique, ce qui doit s'intégrer dans une politique extérieure soutenant la mise en œuvre ambitieuse de l'Agenda 2030 pour le développement durable plutôt que de se réduire au contrôle des migrations.

Ces recommandations ont été utilisées en 2019 pour questionner les différentes listes candidates pendant la campagne électorale sur la place qu'ils font au développement durable dans le projet européen.



PUBLICATIONS

- 11/18. Baldock, B., Charveriat, C. 30x30 Actions for a sustainable Europe #Think2030 action plan. Think2030, IEEP, Globe.
- 12/18. Castillejo, C., Keijzer, N., Chmiel, O., Di Ciommo, M., Jokela, J., Lundsgaarde, E., Olivieri, I., Perez, A., Thijssen, S., Vaillé, J., Vegh, Z., Venturi, B. Financing EU external action. Understanding member state priorities. ETTG.



MÉDIAS



15/10/2018

EU to the rescue: Priorities for a positive multilateralism, Euractiv (Europe)

L'Iddri crée un réseau pour la protection des océans face aux risques liés au développement des activités pétrolières et gazières offshore en Afrique de l'Ouest



Atelier de lancement du projet à Saly (Sénégal), avril 2018

Les activités pétrolières et gazières en mer (ou *offshore*) représentent près d'un tiers de la production mondiale de pétrole et un quart de celle de gaz. Elles contribuent pour une large part à l'approvisionnement énergétique mondial. Certaines régions du monde, jusqu'alors peu concernées par ces activités, connaissent aujourd'hui un développement significatif et rapide de ce secteur économique ; c'est le cas notamment de l'Afrique de l'Ouest, théâtre de découvertes gazières majeures ces dernières années. Au large de la Mauritanie et du Sénégal, par exemple, l'exploration de certains puits a dévoilé des réserves pouvant atteindre jusqu'à 425 milliards de m³. Les premières opérations d'exploration sont attendues pour 2022. Parallèlement aux enjeux de changement climatique, l'intensification de ces activités et leur multiplication dans ces nouvelles régions entraînent une augmentation des menaces pour l'environnement marin et les populations locales.

Dans ce contexte, l'Iddri a entamé il y a quelques années des réflexions sur la gouvernance internationale des activités extractives offshore, mettant notamment en lumière les lacunes du cadre juridique international. Fort de ces travaux de recherche, l'Iddri s'est vu confier par la Fondation MAVA la coordination d'un projet opérationnel en Afrique de l'Ouest, nommé COBIA, visant à fédérer les acteurs de la région pour s'assurer que ces activités offshore, lorsqu'elles sont développées, prennent en compte les enjeux de protection de l'environnement marin, de gestion rationnelle des ressources et de retombées positives pour les populations locales.

En pratique, et grâce à la contribution de partenaires clés (BirdLife International, Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'Ouest [PRCM], Secrétariat de la Convention d'Abidjan), le projet entend interpeller l'ensemble du secteur de l'exploration et de la production pétrolière et gazière offshore.



14/11/2018

Paris (France)

ATELIER

sur l'exploitation pétrolière et gazière offshore et ses défis environnementaux

17/03/2019

Dakar (Sénégal)

CONFÉRENCE

Promesses et défis de l'offshore pétrolier et gazier en Afrique de l'Ouest : le cas du Sénégal

06/2019

Paris (France)

SITE INTERNET

COBIA lance le site dédié au projet : <https://cobia-africa.com>

Le projet porte ainsi sur le développement des connaissances scientifiques du milieu marin et du suivi des impacts des activités extractives offshore, le renforcement des capacités des acteurs de la sous-région, le développement de plans de réponse en cas de déversement d'hydrocarbures en mer et, enfin, l'encadrement public (règlementations nationales et régionales) et privé (responsabilité sociale des entreprises) de ces activités.

À travers ce projet, l'Iddri contribue à l'identification et la mise en œuvre d'activités visant à inscrire le secteur de l'offshore dans une démarche de préservation des écosystèmes marins. En parallèle, l'Iddri contribue également, par l'organisation d'ateliers d'experts et de réunions informelles, au développement de réflexions et de dialogues sur le secteur de l'offshore face au respect des objectifs climatiques et aux enjeux de protection de la biodiversité à l'échelle internationale.

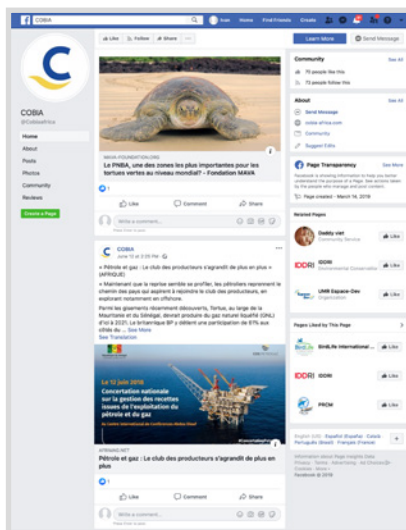


PUBLICATIONS

- **02/2018.** Schumm, R. Pourquoi il faut protéger les zones marines vulnérables des activités pétrolières et gazières. Iddri, billet de blog
- **05/2016.** Rochette, J. Pétrole et gaz offshore, une activité insuffisamment encadrée. Tribune, *The Conversation*.



RÉSEAUX SOCIAUX



04/2019

Cobia lance sa page Facebook, @Cobiaafrica, source d'informations sur la biodiversité marine et les activités pétrolières et gazières offshore, en Afrique de l'Ouest comme dans le reste du monde.

Chiffres clés

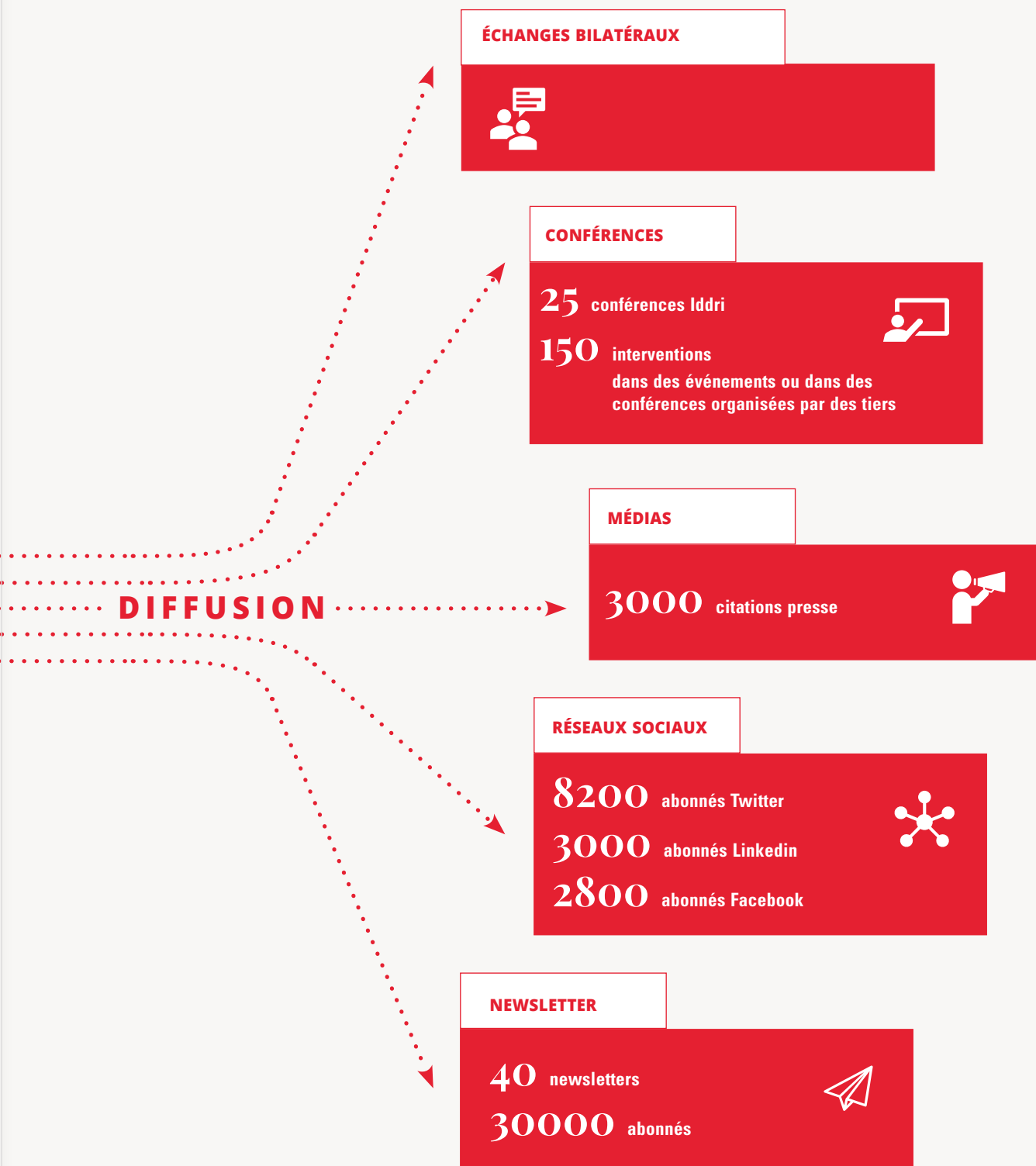
Les publications de l'Iddri portent les résultats de ses travaux de recherche et diffusent ses messages clés, pour alimenter les débats et réflexions sur les conditions nécessaires à la mise en œuvre du développement durable. En 2018, **130** publications ont ainsi été éditées : **33** dans les collections de l'Iddri, **33** en collaboration avec des *think tanks* partenaires à l'international, **19** dans des revues scientifiques à comité de lecture, et **45** sous forme de billets de blog publiés sur le site de l'Iddri, en lien avec l'actualité.



Les publications sont le fruit des travaux réalisés par les chercheurs de l'Iddri et leurs quelque **80** partenaires, alimentés par des ateliers de dialogue avec les parties prenantes (administrations, entreprises, ONG, etc.). **40** ateliers ont ainsi été organisés en 2018.

Ces publications sont mises à la disposition de tous sur le site de l'Iddri et diffusées selon différents canaux pour atteindre différents types d'audience : présentées directement *via* des discussions bilatérales ou des conférences – l'Iddri a organisé **25** conférences publiques en 2018 et ses chercheurs ont réalisé **150** interventions à l'occasion d'autres événements –, elles sont aussi diffusées dans les médias – avec une forte progression en 2018, associée notamment à un regain d'intérêt des médias pour les enjeux environnementaux –, sur les réseaux sociaux et à travers la newsletter désormais hebdomadaire de l'institut.

CONTRIBUTIONS AU DÉBAT DE SOCIÉTÉ, À LA DÉCISION ET AU DÉBAT SCIENTIFIQUE



An aerial photograph of a vast, lush green rice paddy field. The field is divided into numerous rectangular plots by narrow, dark brown irrigation channels. The rice plants are in a vibrant green stage, indicating they are young and healthy. The overall scene is a dense, textured mosaic of green. A white rectangular box with a red vertical bar on its left side is positioned in the upper left quadrant, containing the text 'Programmes et initiatives' in a bold, red, serif font.

Programmes et initiatives

Questions à Léna Spinazzé

Directrice du développement et de la communication

Comment se décide la programmation des activités de l'Iddri ?

C'est le Conseil d'administration de l'Iddri qui en décide. Cet organe, au sein duquel siègent les membres fondateurs de l'institut, des membres de droit et des personnalités qualifiées, veille ainsi à ce que l'Iddri remplisse au mieux sa mission d'intérêt général.

Pour permettre à l'Iddri d'avoir un temps d'avance, c'est-à-dire d'explorer des sujets avant qu'ils ne soient à l'agenda, et en même temps d'avoir suffisamment de souplesse pour intervenir dans un débat évolutif, le Conseil d'administration adopte un cadre stratégique tous les cinq ans, qui est ensuite réprécisé chaque année.

Ces programmes annuels sont informés par le dialogue permanent que les chercheuses et chercheurs de l'Iddri entretiennent avec les parties prenantes du débat. C'est aussi ce qui permet à l'institut de compléter ses financements non fléchés, indispensables à la capacité d'anticipation que j'ai mentionnée, avec des financements sur projet, répondant à la fois aux priorités de l'institut et de ses partenaires financiers.

Pourquoi avez-vous deux types d'activités, les programmes et les initiatives ?

C'est quelque chose que nous avons mis en place avec le projet stratégique 2016-2020. Après une année 2015 qui a été historique en matière d'engagements internationaux pour le développement durable, il nous est apparu important d'accompagner leur mise en œuvre et pour cela d'identifier des actions prioritaires et de concentrer nos capacités d'impact sur celles-ci. C'est ce que nous avons appelé les initiatives. Elles ont par définition une échéance.

Mais derrière ces actions phares, nos quatre programmes permanents veillent à avoir la vision la plus panoramique et anticipatrice possible sur chacun des quatre enjeux qui constituent la raison d'être de l'institut. Par exemple, alors que nous avons lancé en 2018 une initiative pour soutenir de manière active la dynamique politique en vue de l'adoption d'un nouveau cadre de gouvernance internationale pour la biodiversité, qui doit aboutir en 2020 en Chine, le programme biodiversité continue à travailler sur les causes des pertes de biodiversité, comme par exemple la déforestation et l'artificialisation des sols, avec l'objectif de mieux comprendre les chaînes de causalité et de formuler des propositions efficaces auprès des différents acteurs concernés.

Quels seront les grandes orientations pour 2019 et 2020 ?

Il est important de marcher sur les deux jambes de l'Iddri : d'un côté, contribuer à renforcer le multilatéralisme environnemental, qui est à la fois plus que jamais nécessaire et mis en danger ; de l'autre, identifier les déclencheurs de la transition, qui doivent tenir compte de manière indivisible des enjeux sociaux et environnementaux. 2019 est aussi l'année du renouvellement des institutions européennes. L'Iddri va beaucoup s'investir à cette échelle, notamment parce que nous pensons que l'Europe peut et doit être le fer de lance de la résolution des deux enjeux que je viens de citer : la défense du multilatéralisme environnemental et l'exemplarité dans le déclenchement de la transition vers un modèle de développement durable.

Il est important de marcher sur les deux jambes de l'Iddri : d'un côté, contribuer à renforcer le multilatéralisme environnemental ; de l'autre, identifier les déclencheurs de la transition, qui doivent tenir compte de manière indivisible des enjeux sociaux et environnementaux.

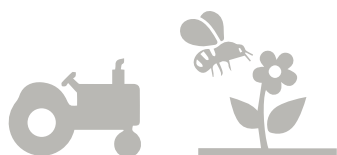


Directrice du développement et de la communication de l'Iddri, Léna Spinazzé propose et met en œuvre la stratégie de développement de l'institut (choix des stratégies d'intervention dans le débat politique, adéquation des moyens financiers), coordonne les efforts de levées de fonds, et conçoit et déploie les plans de communication avec une équipe dédiée.

Programme

Biodiversité et écosystèmes

Sur quels leviers agir pour préserver le patrimoine naturel ?



Huit ans après l'adoption des Objectifs d'Aichi, la biodiversité et les écosystèmes mondiaux continuent de se dégrader, à un rythme soutenu. Aux niveaux international et national, comme à l'échelle des secteurs économiques, point n'est besoin par conséquent d'attendre 2020 et la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique pour construire et mettre en œuvre des outils et des politiques permettant d'endiguer ce processus d'érosion du vivant.

Le calendrier est donc accéléré, et 2019 verra se dérouler des rendez-vous importants pour poser les diagnostics politiques et entamer la recherche des réponses qui devront succéder à l'ensemble disparate d'engagements et d'objectifs qui coexistent aujourd'hui pour la biodiversité. L'enjeu sera de pointer les pressions et les déterminants sectoriels (*drivers*) en cause et de structurer, renforcer et unifier les dynamiques politiques en cours en améliorant leurs connexions mutuelles, ainsi qu'en portant les messages dans les arènes internationales, sans les cantonner aux processus spécialisés de la biodiversité.

L'Iddri y contribue d'ores et déjà avec des travaux sur quatre champs complémentaires :

○ **Sur les secteurs responsables de la déforestation et les chaînes de valeur** qui les structurent, les analyses en cours sur l'huile de palme et le cacao

(avec, en 2018 et 2019, des analyses de terrain en Côte d'Ivoire et au Ghana) ont pour but de formuler des recommandations et d'apporter un appui quant aux stratégies de développement dans les pays producteurs, et de coopération de la France et de l'UE à cet égard. Ceci dans le contexte du démarrage de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée, et de la sortie attendue de son équivalent européen.

- **Sur l'enjeu de l'artificialisation des terres**, le programme vise notamment à comprendre et à susciter la discussion sur les dynamiques qui président à l'extension des zones d'activité et commerciales, et sur la pertinence des outils de régulation disponibles.
- **Sur le thème des « solutions fondées sur la nature »**, les interventions de l'Iddri visent à mieux relier les projets de ce type avec les agendas politiques du développement et de l'environnement : climat, adaptation et risques. En 2018, l'Iddri a notamment appuyé l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) dans la conception de tels projets au Maroc et en Tunisie, associant administration, société civile et experts, et analyse les conditions de financement de ces solutions.
- **À l'interface science-décision**, le programme a accompagné et valorisé, début 2019, les travaux de la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), qui adopte un bilan mondial de la biodiversité en mai 2019, et contribue à ce qu'il nourrisse le processus de définition du « régime post-2020 » (voir initiative p. 40).



○ Directeur : Yann Laurans
yann.laurans@iddri.org

Programme

Climat

Vers des sociétés bas-carbone et résilientes



La dynamique internationale de l'action climatique pâtit d'un contexte politique qui met à mal le relèvement de l'ambition des engagements nationaux prévu dans l'Accord de Paris. En termes de leadership, le vide laissé par la rupture du « G2 » formé par la Chine et les États-Unis n'est pas comblé par l'Union européenne, divisée, alors que le secrétaire général de l'ONU s'impose comme un nouveau moteur.

Crédibiliser une nouvelle dynamique collective nécessite non seulement des engagements alignés avec l'Accord de Paris, mais aussi une action rapide pour mettre en œuvre les engagements déjà pris. Pourtant, de nombreux gouvernements sont aux prises avec la difficulté politique de cette action. Des tensions de politique intérieure replacent l'impératif de justice sociale au cœur de la transition, même dans les pays développés.

La justice sociale concerne aussi la dynamique de solidarité internationale au-delà de 2020, et notamment dans quelle mesure les bailleurs réussiront à intégrer les préoccupations des pays en développement concernant la prévisibilité des financements, ou le traitement de l'adaptation et des « pertes et dommages » liés au changement climatique.

Au carrefour de ces deux thèmes, la concrétisation de politiques pour aller vers la neutralité carbone continue à soulever de nombreuses questions méthodologiques et politiques. Celles-ci ont trait à des éléments de gouvernance (comme l'articulation entre prospective des stratégies de long terme et évaluation des politiques existantes) et de conciliation des objectifs climat et biodiversité, notamment autour de l'agriculture, de la forêt et de l'usages des sols.

Guidé par ces trois axes, l'Iddri intervient à trois échelles :

- **À l'échelle de la France.** En 2018, les travaux de l'Iddri ont visé à informer la révision de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) et de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC), en relevant les leviers sectoriels clés à activer pour la décarbonation. Ils ont aussi souligné et clarifié le rôle de l'expertise indépendante (voir réalisation clé p. 12).
- **À l'échelle de l'Union européenne.** En 2018, plusieurs travaux ont visé à relancer la dynamique de l'ambition européenne avec des propositions à destination du couple franco-allemand, notamment sur les conditions de faisabilité d'un prix du carbone européen, et sur la gouvernance climatique de l'UE.
- **À l'échelle des négociations internationales.** En 2018, afin de participer à la dynamique collective de l'ambition, qui passe par l'adoption de règles ('Rulebook') établissant une confiance mutuelle entre pays, l'Iddri a organisé quatre dialogues de négociateurs autour des questions de transparence. La conclusion des travaux sur la sortie du charbon dans six pays qui en sont aujourd'hui dépendants ont permis d'informer la COP 24 autour de la question de la transition juste, en lien avec la coalition internationale active sur le sujet.



 Directrice : Lola Vallejo
lola.vallejo@iddri.org

Gouvernance du développement durable

Pour une mondialisation inclusive et durable



Le programme Gouvernance porte sur l'agenda officiel du développement durable – Agenda 2030, Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement –, mais aussi sur les autres processus par lesquels le développement durable se construit, dans et en dehors du cadre des institutions onusiennes.

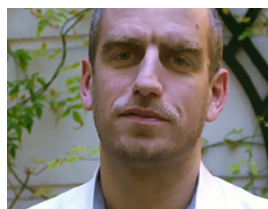
Pour cela, il est nécessaire d'identifier les formes de gouvernance (institutionnelle et non institutionnelle) capables de provoquer la transformation des sociétés et de garantir la prospérité, l'équité, la durabilité et le « bien-vivre » avec une attention particulière à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, cadre de référence pour l'atteinte d'un développement durable qui profite aussi aux plus vulnérables. C'est dans cette perspective que l'Iddri continuera à produire des analyses visant à contribuer à une mondialisation inclusive et juste, permettant le partage des bénéfices tirés d'échanges commerciaux et d'investissements équitables.

L'institut investit pour cela plusieurs axes de travail :

○ **Le suivi de la mise en place des nouvelles institutions internationales du développement durable et l'appropriation des ODD par tous les acteurs européens.** En 2018, force de propositions dans l'élaboration de la feuille de route de la France, l'Iddri a poursuivi son travail de formulation de pistes concrètes pour la mise en œuvre de l'Agenda

2030 en France et au niveau européen, y compris pour les entreprises et la société civile. Ces travaux, notamment sur la manière d'utiliser les ODD pour les budgets nationaux, ont été présentés dans différents forums nationaux, européens et internationaux (voir la réalisation clé p. 26).

- **La gouvernance du financement du développement durable**, qu'il soit public ou privé. En 2018, au niveau français, l'Iddri a participé activement aux travaux du Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI), à la fois pour préparer la présidence française du G7 et pour l'élaboration de la loi de programmation sur le développement. À l'échelle européenne, une conférence a été co-organisée avec ETTG sur l'avenir de la coopération internationale de l'UE, en présence de Federica Mogherini et Bill Gates, mettant en lien la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'ensemble de la politique extérieure de l'Union (voir la réalisation clé p.28).
- **L'analyse de la gouvernance internationale du développement durable pour en déduire les besoins de coopération renforcée.** En 2018, l'Iddri s'est intéressé en particulier aux négociations pour un Pacte mondial pour l'environnement, en s'interrogeant sur son utilité et en identifiant plusieurs conditions de réussite, en termes d'ambition et d'universalité.

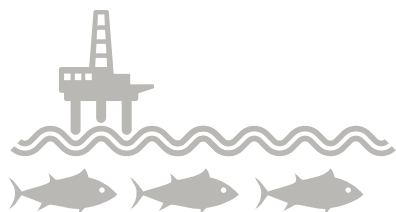


 **Directeur : Damien Barchiche**
damien.barchiche@iddri.org

Programme

Océan

Pour une gestion durable et équitable des ressources marines



Les discussions et négociations sur l'avenir de l'océan n'ont plus seulement lieu dans les enceintes spécialisées dans la protection de l'environnement marin et la régulation des activités maritimes, mais s'inscrivent également dans d'autres forums¹ et initiatives de haut niveau². Ces évolutions posent un défi majeur à la communauté Océan, qui doit non seulement poursuivre les travaux – essentiels – engagés dans les enceintes traditionnelles, mais également prendre part au rapprochement avec d'autres communautés et s'investir dans les initiatives nouvelles.

Pour répondre à ce défi, l'Iddri intervient à trois niveaux complémentaires :

○ **Celui de la coopération internationale**, tant au sein des instances traditionnellement consacrées à l'océan qu'à travers les grands forums dédiés au développement durable. L'Iddri s'est en 2018 particulièrement impliqué dans les négociations pour l'élaboration d'un traité international sur la haute mer et est par ailleurs intervenu pour appuyer certaines initiatives régionales de protection de l'océan, en Afrique de l'Ouest et dans le Pacifique notamment.

- **Celui de la gestion des filières économiques pour préserver l'environnement marin**. À cet égard, l'Iddri est mobilisé aux côtés des acteurs ouest-africains pour s'assurer que les activités pétrolières et gazières offshore ne sont pas développées au détriment de l'environnement marin et des populations littorales (voir réalisation clé p.30). 2018 a également marqué le lancement des premiers travaux sur le secteur touristique, dont l'impact sur le milieu côtier et marin apparaît de plus en plus préoccupant.
- **Celui de l'interface science-politique** : dans un domaine où le développement de la connaissance reconfigure rapidement la compréhension des objets environnementaux eux-mêmes, mais aussi des problèmes et des solutions qui peuvent leur être apportées, il apparaît de plus en plus nécessaire de rapprocher les communautés scientifique et politique pour s'assurer que la formulation des débats et les décisions adoptées intègrent de manière pertinente les informations scientifiques. C'est dans cette perspective que l'Iddri contribue aux réflexions sur l'économie bleue, à travers sa participation au Panel de haut niveau piloté par la Norvège, et participe à l'élaboration du rapport spécial du Giec sur l'océan et la cryosphère (à paraître en septembre 2019).

¹ ODD, G7 et G20, Organisation mondiale du commerce, Convention climat, etc.

² Initiative norvégienne sur l'économie bleue, conférence Our Ocean, Communauté d'action pour la mise en œuvre de l'ODD 14, etc.



 **Directeur : Julien Rochette**
julien.rochette@iddri.org

Initiatives



Trajectoires de décarbonation profonde

Limiter le réchauffement en deçà de 2°C, si possible 1,5°C, nécessite de procéder à des changements immédiats, en prenant les décisions qui permettront à nos économies d'atteindre un monde neutre en carbone d'ici la seconde moitié de ce siècle.

L'initiative Deep Decarbonization Pathways (DDP) est portée par un réseau de recherche de premier plan, regroupant actuellement des équipes de 36 pays. Son objectif est d'aider les États et les acteurs non étatiques à prendre de telles décisions.

Ensemble, ces équipes élaborent et mettent en débat des trajectoires de décarbonation réalistes et ambitieuses, pays par pays, en présentant les leviers principaux et leurs effets à l'horizon 2050 et partagent leur méthodologie afin que chaque partie prenante puisse s'en saisir.



Renouveler les politiques européennes alimentaires, agricoles et rurales

L'agriculture européenne est sous la pression de la concurrence internationale, de crises dans certaines filières, de la concentration dans l'industrie des semences et des pesticides, ou de l'essor des discounters dans la distribution. La trajectoire tendancielle ne conduira pas à une agriculture durable, mais la transformation profonde qui serait nécessaire est perçue comme ayant un coût social et économique trop important.

En amont de la négociation de la Politique agricole commune (PAC) post-2020, l'Iddri s'attache à identifier les stratégies des producteurs primaires européens dans leur diversité, à réaliser des scénarios de transformation à long terme du secteur agricole et alimentaire et à les mettre en discussion dans des plateformes nationales et européennes.



Gouvernance internationale de la biodiversité post-2020

Tandis que l'érosion de la biodiversité se poursuit à l'échelle globale, les États négocient le futur cadre mondial qui succédera au « plan stratégique » actuel (2011-2020) des Nations unies pour la biodiversité, qui devra être adopté lors de la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) fin 2020 en Chine.

L'Iddri contribue à ce processus en publiant des éléments de diagnostic sur l'état de la gouvernance internationale de la biodiversité, des négociations et des principaux rendez-vous, en produisant des propositions sur le contenu et l'architecture du cadre post-2020 et en organisant des événements pour animer le débat multi-acteurs et faciliter des discussions informelles entre négociateurs autour de points clés des discussions.



Renforcer la gouvernance régionale des océans

Les organisations régionales ont un rôle central à jouer pour assurer la mise en œuvre des deux grands agendas qui mobilisent actuellement la communauté Océan : la gouvernance de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales (« haute mer ») et la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable Océan (ODD 14).

L'objectif de cette initiative est de soutenir les initiatives régionales sur ces deux agendas, en particulier de mobiliser certaines régions marines (Afrique de l'Ouest, océan Indien occidental, Pacifique Sud) dans leur mise en œuvre, de faciliter les échanges et transferts d'expériences entre les différentes régions marines et de mieux connecter discussions globales et initiatives régionales.



Mettre en œuvre les ODD en Europe

Les Objectifs de développement durable (ODD) ne sont pas seulement des objectifs, mais aussi des leviers d'action dont tous les acteurs, étatiques ou non étatiques, peuvent se saisir.

L'objectif de cette initiative est de renforcer l'appropriation des ODD par l'Union européenne, ses États membres et en particulier la France, mais aussi par les acteurs non étatiques.

Pour cela, l'Iddri analyse les opportunités offertes par les ODD et la manière dont les acteurs pionniers s'en saisissent, met en lumière les « bonnes pratiques » et les difficultés rencontrées et élabore des recommandations pour faire des ODD un levier de changement.



Modes de vie en transition

Alors que certaines pratiques à fort impact environnemental se généralisent à travers le monde (vols internationaux long courrier, généralisation d'un régime alimentaire plus carné, etc.) et que les progrès technologiques n'ont pas été suffisants pour limiter l'impact de ces modes de vie en termes de pollution ou de consommation de ressources, le monde scientifique intègre peu à peu l'hypothèse de changement des modes de vie comme une variable des scénarios de transition. Ceci se double d'une montée dans le débat public de la question de l'adoption de pratiques plus durables à l'échelle individuelle.

L'objectif de cette nouvelle initiative est de mieux comprendre les évolutions des modes de vie et leur place dans les trajectoires de transition écologique, d'identifier les controverses sur les différentes façons d'aborder la question des changements de modes de vie et d'identifier des pistes d'action publique et privée permettant de guider ces évolutions.



Renouveler la politique de développement et de coopération de la France et de l'UE

Les politiques française et européenne de développement et de coopération avec les pays du « Sud » arrivent à un tournant. Alors que de nombreuses discussions sont en cours à Paris et Bruxelles, le contexte a profondément évolué avec l'adoption des ODD, le poids croissant des enjeux de sécurité et le rôle accru des pays émergents et des bailleurs privés.

Cette initiative a pour objectif d'aider la France et l'UE à préciser la signature de leurs politiques, c'est-à-dire leurs justifications, priorités et outils de mise en œuvre. L'Iddri collabore avec ses partenaires du European Think Tanks Group (ETTG) et intervient sur divers aspects de la stratégie de l'UE en matière de sécurité et sur sa nouvelle doctrine en matière de développement.



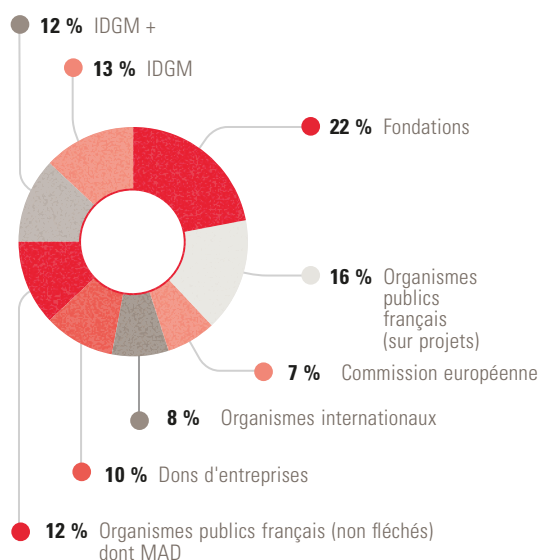
L'Iddri

Budget - Organisation - Partenaires

Budget 2018

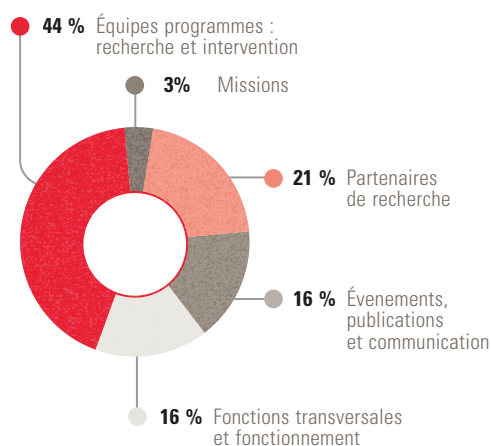
Le budget de la Fondation s'est établi à 4,6 millions d'euros en 2018 en intégrant le coût des personnels mis à disposition (MAD), soit -3% par rapport à 2017.

Financements



Les ressources de l'iddri sont diversifiées. L'année 2018 a été marquée par l'obtention de nouveaux financements pluriannuels internationaux, dont le plus important provient du gouvernement allemand en soutien aux activités du réseau Deep Decarbonization Pathways dans les principales économies émergentes (Afrique du Sud, Brésil, Indonésie, Inde, Chine). L'iddri bénéficie également de nombreux financements renouvelés de la part de partenaires privilégiés (voir la section « Partenaires financiers »).

Dépenses



Les dépenses de l'iddri, comprenant les financements reversés aux partenaires (soit un budget total de 5,6 millions euros) sont réparties entre : les programmes de recherche ; la communication et l'appui à la mise en œuvre des stratégies d'intervention (valorisation des publications, événements, relations média, web, réseaux sociaux, etc.) ; les fonctions transversales, les charges de structures et de fonctionnement.

Organes de gouvernance

Le Conseil d'administration de l'Iddri, organe de décision, est appuyé par un Conseil scientifique pluridisciplinaire, qui assure une veille des questions scientifiques émergentes et aide à identifier les nouveaux axes de recherche, et par un Conseil d'orientation stratégique, qui réunit des représentants des différentes parties prenantes pour veiller à la pertinence de la programmation et des modalités d'intervention de l'institut. L'Iddri est une fondation reconnue d'utilité publique. Son Conseil d'administration délibère sous la surveillance d'un Commissaire du gouvernement désigné par le ministère de l'Intérieur qui veille au respect de ce statut. Le Conseil d'administration et le Conseil d'orientation stratégique ont fait l'objet de renouvellements partiels en 2018 et 2019, avec la nomination de Michel Eddi en tant que président du Conseil d'administration et de Julia Marton-Léfèvre en tant que présidente du Conseil d'orientation stratégique

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président : Michel Eddi
 Vice-Présidente : Claude Nahon
 Trésorière : Anne Chassagnette
 Secrétaire : Jean-François Collin
 Président d'honneur : Jean Jouzel

Collège des fondateurs

- BNP Paribas, représenté par Laurence Pessez
- EDF, représenté par Claude Nahon
- Engie, représenté par Anne Chassagnette
- EpE, représenté par Claire Tutenuit
- Veolia, représenté par Pierre Victoria

Collège des membres de droit

- Ademe, représenté par François Moisan
- AFD, représenté par Vincent Caupin
- Cirad, représenté par Michel Eddi
- CNRS, représenté par Agathe Euzen
- INRA, représenté par Jean-François Soussana

Collège des personnalités qualifiées

- Célia Blauel, Maire adjointe de Paris
- Jean-François Collin, conseiller maître à la Cour des comptes
- Michel Gardette, directeur adjoint, Sciences Po
- Jean Jouzel, directeur de recherche émérite au CEA
- Laurence Tubiana, présidente directrice générale, European Climate Foundation

CONSEIL SCIENTIFIQUE



Président : Claude Henry

- Scott Barrett, université Columbia, États-Unis
- Sandra Bessudo, Fondation Malpelo, Colombie
- Ian Goldin, université d'Oxford, Royaume-Uni
- Claude Henry, Sciences Po, France / université de Columbia, États-Unis
- Paul Leadley, université Paris-Sud, France
- Mariana Mazzucato, université du Sussex, Royaume-Uni
- Laurent Mermet, AgroParisTech, France
- Mireille Razafindrakoto, IRD, France
- Johan Rockström, Stockholm Resilience Center, Suède
- Heike Schröder, université de East Anglia, Royaume-Uni
- Lord Nicholas Stern, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, I.G Patel Professor of economics & government, LSE, Royaume-Uni
- Sybille Van Den Hove, université autonome de Barcelone, Espagne
- Elke Weber, université Columbia, États-Unis
- Zhongxiang Zhang, université Fudan, Chine

CONSEIL D'ORIENTATION



Présidente : Julia Marton-Lefèvre

- Bertrand Badré, Blue Orange Capital
- Carmen Becerril, Bloomberg New Energy Finance
- Thomas Becker, Photocat
- Jérôme Bignon, sénateur de la Somme
- Martin Bortzmeyer, ministère de la Transition écologique et solidaire
- Sabine Buis, conseillère départementale en Ardèche
- Marie-Claire Cailletaud, CGT
- Pascal Canfin, eurodéputé
- Bernard Carayon, Gecina
- Céline Charveriat, Institute for European Environmental Policies
- Audrey Coreau, Agence française de la Biodiversité
- Hubert de Milly, Agence française de Développement
- Pierre Ducret, I4CE
- Oliver Faust, Renault
- Marion Guillou, Agreenium
- Chantal Jouanno, Commission nationale du débat public
- Adolf Klope Lesch, German Development Institute
- Johan Kuylenstierna, Swedish Climate Policy Council
- Denez L'Hostis, France Nature Environnement
- Hervé Le Treut, IPSL
- Franck Lecocq, Cired
- Julia Marton-Lefèvre, experte indépendante
- Simon Maxwell, European Think Tanks Group
- Béatrice Néré, Bill & Melinda Gates Foundation
- Luis Neves, Deutsche Telekom Group
- Emmanuel Normant, Saint Gobain
- Patrick Plane, Cerdi
- Maria José Sanz, Basque Center for Climate Change
- Shiv Someshwar, PSIA, université Columbia
- Eric Soubeiran, Danone
- Alice Steenland, Axa
- Alison Tate, International Trade Union Confederation
- Hélène Valade, Suez



L'Iddri est un partenaire stratégique pour le groupe EDF. Un partenaire précieux qui alimente nos réflexions sur des sujets incontournables pour EDF comme le climat ou la biodiversité, et qui nous ouvre également sur des questions qui émergent régulièrement dans notre quotidien comme les océans, l'agriculture et l'alimentation. Un partenaire qui veille sur les pratiques émergentes et les politiques publiques en préparation, qui décode les négociations internationales avec des moments très forts pendant les COP. Mais l'Iddri c'est pour moi bien plus que cela. C'est un lieu unique en France de la fabrique du développement durable qui rassemble acteurs publics et privés : ministères, fondations philanthropiques, organisations internationales et entreprises pour définir des solutions à la fois réalistes et acceptables face aux enjeux de la planète. »

Claude Nahon



Claude Nahon, Directrice du développement durable et de l'environnement (EDF) [Vice-Présidente de l'Iddri]

Équipe



Frédéric Amiel
Chercheur Biodiversité et
Chaînes globales de valeur



Ariadna Anisimov
Chercheuse, Adaptation au
changement climatique



Carine Antunes
Chargée de communication
événements et réseaux
sociaux



Pierre-Marie Aubert
Coordinateur de l'initiative
Agriculture européenne



Damien Barchiche
Directeur du programme
Gouvernance du dévelop-
pement durable



Pierre Barthélemy
Responsable éditorial



Brigitte Bejean
Responsable des relations
média



Nicolas Berghmans
Chercheur senior
Climat et Énergie



Aurore Bertinetti
Assistante de gestion



Aurore Beyel
Assistante évènements
et communication



Yann Briand
Chercheur Climat
et Transports



Laura Brimont
Coordinatrice, Modes de
vie en transition



Lucien Chabason
Conseiller de la direction



Michel Colombier
Directeur scientifique



Alice Colsaet
Doctorante Biodiversité
et Artificialisation



Klaudija Cremers
Chercheuse, Politique
maritime internationale



Lisa Dacosta
Secrétaire générale



Laetitia Dupraz
Assistante de direction



Baptiste Gardin
Chercheur Politiques
agricoles



Elisabeth Hege
Chercheuse Gouvernance
et Financement du
développement durable



Caroline Hoogendoorn
Chargée de projets euro-
péens et internationaux



Yann Laurans
Directeur du programme
Biodiversité et Écosystèmes



David Levai
Coordinateur Gouvernance
internationale du climat



William Loveluck
Chercheur Politiques
agricoles et alimentaires



Alexandre Magnan
Chercheur senior
Vulnérabilité et Adaptation
au changement climatique



Félicien Pagnon
Doctorant Gouvernance
et Indicateurs de richesse



Yann Robiou du Pont
Chercheur, Climat



Aleksandar Rankovic
Coordinateur Gouvernance
Internationale de la
Biodiversité Post-2020



Julien Rochette
Directeur du programme
Océan



Oliver Sartor
Chercheur senior Climat
et Énergie



Mathieu Saujot
Chercheur senior, Modes
de vie en transition



Michele Schiavo
Chercheur, Économie et
politique des systèmes
alimentaires européens



Romain Schumm
Chercheur Océan et
Activités pétrolières et
gazières offshore



Léna Spinazzé
Directrice
du Développement et
de la Communication



Johannes Svensson
Chercheur Climat et
Usages des terres



Lucilia Tanchereau
Responsable administrative



Marta Torres Gunfaus
Chercheuse senior
Climat et Énergie



Sébastien Treyer
Directeur général



Lola Vallejo
Directrice du programme
Climat



Tancrède Voituriez
Chercheur senior,
Gouvernance du dévelop-
pement durable



Henri Waisman
Coordinateur Deep
Decarbonization Pathways
Project



Glen Wright
Chercheur senior
Gouvernance inter-
nationale de l'océan



Chris Bataille
Chercheur associé



Raphaël Billé
Chercheur associé



Sue Biniaz
Chercheuse associée



Patrick Criqui
Chercheur associé



Jean-Pierre Gattuso
Chercheur associé



Xavier Poux
Chercheur associé



Andreas Rüdinger
Chercheur associé



Thomas Spencer
Chercheur associé

Les chercheurs de l'Iddri enseignent dans de nombreux Masters, notamment à l'École des affaires publiques et à l'École des affaires internationales de Sciences Po.

L'Iddri a accueilli onze stagiaires en 2018-2019 :

Erika Bosack
College of William & Mary
Thomas Brouhard
Mines Paristech
Jeanne Cadiou
Sciences Po & AgroParisTech
Jérôme Cardinal
Sciences Po & AgroParisTech

Andrea Ferret-Lambert
Sciences Po
Daniela Gaddari
Sciences Po & Université de Bocconi
Lauriane Gorce
Mines ParisTech
Alexandre Müller
Sciences Po

Isabel Seeger
Sciences Po & Freie Universität Berlin
Audrey Serres
Paris I Sorbonne
June Verge Kemp
Université Paris Descartes

Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise

Les capacités de recherche et d'intervention de l'Iddri reposent sur une équipe pluridisciplinaire et sur un large réseau de partenaires scientifiques, d'expertise et d'influence en France, en Europe et à l'international.

Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale



Associé depuis 2008 avec la Ferdi (Fondation pour les études et recherches sur le développement international) au sein de l'IDGM (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale), l'Iddri opère à la croisée des meil-

leurs réseaux et expertises en matière d'économie du développement et de développement durable. Cette initiative, associant également le Cerdi (Centre d'études et recherches sur le développement international) depuis 2011, a reçu le label de Laboratoire d'excellence, confirmé en 2015 par une évaluation internationale ayant souligné que les trois institutions constituent un exemple de référence en France pour la capacité à s'appuyer sur une recherche scientifique d'excellence dans le but d'intervenir dans les débats politiques internationaux.

Partenariat stratégique avec Sciences Po

Une spécificité importante de l'Iddri provient de son ancrage avec Sciences Po, dans le cadre d'un partenariat stratégique noué depuis 2007. L'Iddri et Sciences Po partagent la vision du lien entre sciences et politiques comme un véritable enjeu d'analyse et d'actions concrètes. Les deux

SciencesPo

institutions s'attachent à faire contribuer la diversité des approches en sciences sociales dans leurs travaux de recherche et activités. Outre son implication en termes d'enseignement dans les cours sur les enjeux internationaux de développement durable, l'Iddri développe des collaborations de recherche avec les différents laboratoires de Sciences Po.

Réseaux de *think tanks* et de parties prenantes

L'Europe fait face à la fois à des responsabilités majeures pour la mise en œuvre des engagements internationaux de développement durable et à des échéances internes critiques. Les *think tanks* européens se sont rassemblés en alliances pour participer aux débats clés pour l'Europe et son rôle dans le monde, en intervenant conjointement auprès des institutions bruxelloises et dans les débats au sein des États membres. L'Iddri est ainsi membre de l'alliance European Think Tanks Group, qui rassemble les principaux *think tanks* européens sur le développement (ODI à Londres, DIE à Bonn, ECDPM à Maastricht et Bruxelles, IAI à Rome et Iddri à Paris), et intervient en partenariat avec plusieurs *think tanks* majeurs en matière d'environnement et de développement durable (IEEP à Bruxelles, SEI à Stockholm et Tallin, IASS à Potsdam, Ecologic à Berlin, BC3 à Bilbao, Climate Strategies et E3G à Londres).

Dialogues bilatéraux

L'Iddri s'inscrit dans une perspective de dialogue sur les politiques de développement durable entre Europe et pays émergents. Notamment, l'Iddri collabore en ce sens avec plusieurs *think tanks* chinois : NCSC sur les politiques et négociations climatiques, CAEP sur les politiques d'environnement, PREE sur les négociations en matière de biodiversité, 3E sur l'énergie et l'environnement à Tsinghua, CCIEE sur la mondialisation et la Belt and Road Initiative, CIMA sur l'océan, l'International Institute of Green Finance et SIC sur les transformations macroéconomiques.

Réseaux multi-acteurs thématiques

L'Iddri développe des alliances avec d'autres parties prenantes du débat pour renforcer sa capacité d'intervention, de manière spécifique selon les sujets. Par exemple, sur l'océan, en préparation du Forum sur la gouvernance régionale de l'océan, et en amont de la négociation du nouveau cadre international post-2020 pour la biodiversité, l'Iddri travaille en alliance avec l'UICN, la FRB, l'AFB, le réseau Rethinking Biodiversity Governance, le hub scientifique de Cambridge sur

la biodiversité, UN Environment, IASS, la COI de l'UNESCO et avec les conventions de mers régionales (Abidjan, Nairobi, Pacifique Sud).

Partenaires scientifiques

Soutenu par de grands instituts de recherche français depuis sa fondation (CNRS, INRA, Cirad), l'Iddri appartient à des réseaux internationaux de premier plan, comme le Earth System Governance Network. De plus, l'Iddri construit de manière volontariste des réseaux « multi-domestiques » pour observer et analyser les transformations des sociétés dans la diversité des contextes nationaux, ainsi que pour permettre l'émergence et la consolidation de capacités d'intervention dans les débats politiques de ces différents pays. C'est le cas par exemple du réseau constitué à travers l'initiative DDP sur l'élaboration de trajectoires de développement décarbonées.



En 2018, j'ai eu le grand honneur de faire partie de l'équipe qui a développé le Plan de décarbonation du Costa Rica (annoncé en février 2019). Au cœur d'une petite équipe de chercheurs et de représentants du gouvernement, tous extrêmement motivés, nous avons bâti une structure destinée à orienter chaque secteur de l'économie vers des plans d'action à court, moyen et long termes reposant sur divers outils et instruments politiques : planification stratégique, réalisation de projets, financement, définition de trajectoires évitant les dépendances de sentier, et mise en œuvre d'une transition juste. Notre travail s'est appuyé sur des analyses existantes et de nouvelles études en vue de soumettre différentes approches à un processus consultatif qui a abouti au plan final. Ma participation au projet DDPP de l'Iddri durant ces cinq dernières années m'a permis, par le savoir-faire, les outils et la confiance que j'ai acquis, de contribuer activement à ce travail. Il ne s'agit là que d'un exemple démontrant que le travail collaboratif mené de façon systématique par l'Iddri sur l'analyse des politiques renforce les actions de lutte contre le changement climatique prises dans le monde. »

Daniel Buira



Daniel Buira, conseiller auprès de l'AILAC (Association indépendante de l'Amérique latine et des Caraïbes pour le changement climatique), membre du DDP.

Partenaires financiers

Partenaires en financements non fléchés

Le modèle financier de l'Iddri repose de manière centrale sur le soutien en financements non fléchés (ou *core funding*) ou en nature de ses membres fondateurs et partenaires de long terme.

Les financements des entreprises fondatrices (EDF, Engie, Veolia), des centres de recherche (INRA) et des ministères (Enseignement supérieur et Recherche, Affaires étrangères, Environnement) sont complétés par des apports en nature liés au partenariat stratégique avec Sciences Po et le Cirad, ainsi que par le programme IDGM soutenu par les produits financiers d'un prêt à long terme de l'AFD. Le renforcement de ce programme, IDGM+, a obtenu un financement Labex en 2011. Parallèlement, la plupart des entreprises fondatrices de l'Iddri ont continué à accompagner l'Iddri et ont été rejointes par de nouveaux partenaires (BNP Paribas, GRDF, Renault, Vinci et Suez).

Partenaires sur projets

Sur cette base, l'Iddri fait participer des partenaires très diversifiés au financement de ses projets. L'institut est ainsi reconnu et soutenu par de nombreux organismes publics français, par la Commission européenne ainsi que par des organisations internationales et des fondations philanthropiques.



L'année 2020 sera une année très importante pour la biodiversité, car la Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique qui se tiendra en Chine à la fin de l'année doit décider du nouveau cadre stratégique international en la matière, suite à celui qui avait été posé en 2010 avec les objectifs d'Aïchi. L'Iddri joue un rôle clé pour analyser les conditions de la réussite des négociations multilatérales qui vont avoir lieu en 2019 et 2020 à cet effet. À partir de l'expérience de l'institut sur les négociations climatiques pour la COP 21, mais sans tomber dans la facilité d'un parallélisme des formes qui ne s'adapterait pas aux spécificités des enjeux de biodiversité, l'Iddri anime des communautés de chercheurs, propose des analyses aux moments les plus critiques et participe aux préparations des négociations, que ce soit à l'échelle nationale en appui du gouvernement et des acteurs français ou à l'échelle internationale avec ses homologues de différents pays. Les travaux de l'Iddri sont une référence en la matière pour l'AFB. »

Audrey Coreau



*Audrey Coreau,
responsable du département
Stratégies nationales,
européennes et internationales,
Agence française pour
la biodiversité (AFB)*

Partenaires financiers de l'Iddri en 2018

IDGM

Produits financiers issus d'un prêt de l'AFD

IDGM + / Labex /

Investissements d'avenir

Dons d'entreprises

- BNP Paribas
- EDF
- Engie
- GRDF
- Renault
- Suez
- Veolia
- Vinci

Organismes publics français

- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)
- Agence française pour la biodiversité (AFB)
- Agence française de développement (AFD)
- Agence nationale de la recherche (ANR)
- Caisse des dépôts et consignations (CDC)
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)
- Institut national de la recherche agronomique (Inra)
- La Tour du Valat
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Education (MESRI)
- Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)

Commission européenne

- DG CLIMA (MILES)
- DG Recherche (RIPPLES, CD-LINKS, SUFISA, VALUMICS)

Organismes internationaux

- Banque Interaméricaine de Développement (BID)
- Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE) ou German Development Institute
- International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM)
- Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)
- Ministère de l'Environnement allemand (BMU)
- Ministère de l'Environnement norvégien
- Ministère de l'Environnement suisse
- Public Strategy for Sustainable Development (PS4SD)
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Fondations

- European Climate Foundation (ECF)
- Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG)
- Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH)
- Fondation Didier et Martine Primat
- Fondation d'entreprise Hermès
- Fondation d'entreprise Michelin
- Fondation KR
- Fondation MAVA

Crédits

Coordination : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Léna Spinazzé

Édition : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Léna Spinazzé

Création graphique et mise en page : Ivan Pharabod

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

p.4, 5, 7, 18, 23, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 34, 35 : Iddri

p.8, 9 : @Inra_France (Twitter), The Guardian

p.11 : www.elysee.fr

p.12, 13 : © Ung Yeon-Je/Afp/Getty Images, www.rmc.bfmtv.com

p.14, 15 : @GwRoudaut (Twitter) ; monkik, mynamepong, eucalyp (Flaticon)

p. 16 : www.europarl.europa.eu



IDDRI

Institut du développement durable et des relations internationales
27, rue Saint-Guillaume - 75337 Paris cedex 07 France
www.iddri.org